

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 16/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LA PIERRE DE FRANCE**

102, rue du Faubourg Saint Denis  
CS 10023  
75010 Paris

Références : 2026-123  
Code AIOT : 0005400211

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement LA PIERRE DE FRANCE implanté LIEU-DIT "LES BANDES" 21400 Nod-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 17/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action nationale 2026 "Libération du foncier" et de l'instruction du porter à connaissance transmis par le liquidateur judiciaire en juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA PIERRE DE FRANCE
- LIEU-DIT "LES BANDES" 21400 Nod-sur-Seine

- Code AIOT : 0005400211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Des activités de carrière étaient historiquement exercées sur le site. Le dernier arrêté préfectoral autorisant la société La Pierre de France à l'exploitation de carrière à ciel ouvert date du 27 juin 1997. Cet acte couvrait l'exploitation des parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38, ZN39, ZN40, ZN41, ZN42, ZN43, ZN44 et ZN45 pour une durée de 15 ans. La société LA PIERRE DE FRANCE a été placée en liquidation judiciaire par décision du tribunal de commerce de Paris dans son jugement du 04/11/2013. La notification d'arrêt définitif a été transmise le 27/10/2015 (courrier du cabinet GP pour le compte du liquidateur). A la date du présent rapport d'inspection, cette liquidation judiciaire est en cours.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Remise en état – parcelles ZN41, ZN42, ZN43 et ZN45	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-3	Prescriptions complémentaires	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1	Sans objet
3	Détermination de l'usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2	Sans objet
4	PV de récolement pour les parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et ZN44		
6	Objectifs de remise en état	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1	Sans objet
7	Police résiduelle et modification ultérieure de l'usage	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-4	Sans objet
8	Conservation de la mémoire	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 125-6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### **Parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40 et ZN44 de la commune de Nod-sur-Seine**

La visite d'inspection du 15/01/2026 a permis de constater la remise en état des parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40 et ZN44 de la commune de Nod-sur-Seine. Le rapport de cette visite vaut Procès-Verbal de Récolement au titre de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement pour les parcelles sus-visées. Ce procès-verbal ne vaut pas quitus. La cessation d'activité des ICPE des parcelles visées est réputée achevée et les terrains d'emprise considérés comme régulièrement réhabilités au titre du code de l'environnement. Ces terrains ont été remis en état pour un usage qui peut être assimilé à un usage de renaturation (espace boisé) au regard des typologies d'usage définies à l'article D. 556-1 du code de l'environnement. Les terrains d'emprise visés relèvent désormais des articles L. 556-1 et R. 556-1 du code de l'environnement. Ainsi, pour tout changement d'usage des terrains, le maître d'ouvrage devra faire établir une étude de sol et une attestation dite ATTES-ALUR pour vérifier la compatibilité des milieux avec l'usage projeté (cf. articles L. 556-1 et R. 556-1 à R. 556-3 du code de l'environnement). Ces documents devront être joints au permis de construire.

#### **Parcelles ZN41, ZN42, ZN43 et ZN45 de la commune de Nod-sur-Seine**

La visite d'inspection du 15/01/2026 a permis de constater que les parcelles ZN41, ZN42, ZN43 et ZN45 nécessitent la réalisation d'opérations de mise en sécurité / remise en état complémentaires en application de la réglementation ICPE. En raison du manque de terre végétale, le liquidateur judiciaire a proposé des modifications de remise en état par rapport aux prescriptions initiales. Dans ce contexte, un arrêté préfectoral complémentaire est proposé au préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### **N° 1 : Notification**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b>
I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six

mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

**Constats :**

Des activités de carrière étaient historiquement exercées sur le site. Le dernier arrêté préfectoral autorisant la société La Pierre de France à l'exploitation de carrière à ciel ouvert date du 27 juin 1997. Cet acte couvrait l'exploitation des parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38, ZN39, ZN40, ZN41, ZN42, ZN43, ZN44 et ZN45 pour une durée de 15 ans (cf plan cadastral de 1997).

La société LA PIERRE DE FRANCE a été placée en liquidation judiciaire par décision du tribunal de commerce de Paris dans son jugement du 4 novembre 2013. Au vu des éléments recueillis dans le cadre de la visite d'inspection du 28/03/2023, il apparaît que la société LA PIERRE DE FRANCE est le dernier exploitant de la carrière située au lieu-dit "Les Bandes" autorisé par arrêté préfectoral du 27 juin 1997. En conséquence, la SELAFA MJA, en tant que mandataire judiciaire, est le représentant du dernier exploitant ICPE de la carrière concernée par cette inspection.

La notification d'arrêt définitif a été transmise le 27 octobre 2015 (courrier du cabinet GP pour le compte du liquidateur).

La visite d'inspection du 15 janvier 2026 a permis de vérifier la localisation du site. La consultation des bases de données a permis de confirmer la numérotation des parcelles.

Le liquidateur judiciaire a indiqué que le bureau d'études SEMACO Environnement a été mandaté par le Tribunal de Commerce de Paris par l'intermédiaire du liquidateur judiciaire SELAFA MJA pour finaliser la procédure de cessation d'activité. C'est avec ce bureau d'études que la visite d'inspection du 15 janvier 2026 a été réalisée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

**Constats :**

D'après le courrier du cabinet GP du 27/10/2015, les opérations de mise en sécurité suivantes ont été réalisées :

- l'absence de produits dangereux sur le site ;
- la présence de blocs de pierre pour lesquels l'inspection ne dispose pas d'éléments pour se prononcer sur le statut de déchet, mais qui apparaissent globalement être présents sur le site depuis la mise à l'arrêt définitif de la carrière ;
- la présence de ce qui semble être des fines calcaires, dont les caractéristiques (et notamment le risque de contamination par des produits dangereux, et le statut de déchet) ne sont pas connues ;
- le parc à blocs est entouré d'un merlon périphérique, de blocs de pierre, ou de végétation, l'accès est fermé par une barrière ;
- il n'y a pas de matières combustibles ou inflammables sur le site, les risques d'incendie et d'explosion sont donc absents.

Il avait été identifié lors de la visite d'inspection de 2023 des indices de pénétration sur la carrière pour l'entreposage de fines calcaires et la présence de nombreux blocs.

La visite d'inspection du 15 janvier 2026 a permis de constater que des déchets inertes (stock de fines calcaires issues du sciage de la pierre et nombreux blocs calcaires en cours de dégradation au niveau du parc à blocs) n'ont pas été gérés. Il a également été constaté un outil agricole rouillé au niveau du parc à blocs, ainsi qu'un tas de terre végétale et un tas de déchets verts au niveau du portail d'accès, probablement en lien avec des apports de tiers.

La visite d'inspection a également permis de constater que les limitations d'accès au site étaient inopérantes : la clôture le long du chemin rural est arrachée, de même que le portail. Il n'y a pas de signalisation interdisant l'accès. Des arbres ont été abattus sur les parcelles ZN40 et ZN42, sur une largeur de 5 m le long du chemin rural.

Il n'a pas été constaté la présence de déchets dangereux ou de substances pouvant provoquer des risques d'incendie ou d'explosion, ni de piézomètres résiduels.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé au représentant de l'exploitant de gérer les déchets inertes (stock de fines calcaires issues du sciage de la pierre et nombreux blocs calcaires en cours de dégradation au niveau du parc à blocs) et le tas de terre végétale en lien avec le PC5, de gérer l'évacuation de l'outil agricole rouillé et du tas de déchets verts.

Il est également demandé au représentant de l'exploitant de mettre en place des limitations d'accès au site adaptées, notamment le long du chemin rural et de l'entrée, en lien avec le PC5.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Détermination de l'usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 27/06/1997 article 25.2 prévoit que la remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés</li><li>- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régalés sur le remblai aux fins d'un reboisement. Les plantations sont effectuées en liaison avec les services de la DDAF.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'usage futur des parcelles de la carrière décrit dans l'arrêté préfectoral de 1997 correspond à un usage de type renaturation (espace boisé) au regard des typologies d'usage définies à l'article D. 556-1 du code de l'environnement.</p>

Concernant l’emprise du parc à blocs, le liquidateur judiciaire a fait parvenir à l’administration un porter à connaissance de modification des conditions de remise en état établi par SEMACO et daté du 20/06/2025 (dossier SEMACO Environnement R23-0031/b/v3). Les modifications proposées visent à ne pas recouvrir la zone de terre végétale (absence de stock résiduel) et à ne pas procéder à un reboisement anthropique. Elles visent également à réduire les hétérogénéités topographiques à l'échelle du site (nivelage / régalage des fines) et à valoriser les blocs de pierre résiduels pour limiter les accès.

Ces nouvelles modalités de remise en état ont été proposées par le liquidateur judiciaire au propriétaire et au maire de la commune le 5 novembre 2025. Ces personnes n’ayant pas manifesté leur désaccord avant l’échéance du 5 février 2026, cette proposition est considérée comme acceptée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : PV de récolement pour les parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40 et ZN44**

**Référence réglementaire :** Code de l’environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.



Ces dispositions sont complétées par l'arrêté préfectoral du 27/06/1997 article 25.2 qui prévoit que la remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés
- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régalés sur le remblai aux fins d'un reboisement. Les plantations sont effectuées en liaison avec les services de la DDAF.

#### **Constats :**

Il avait été constaté en visite d'inspection 2023 que les terrains d'implantation de la carrière sont remblayés jusqu'au terrain naturel, il n'existe plus de fosse d'extraction. Il avait également été constaté que l'ensemble du site, excepté le parc à bloc, a été recouvert de terre végétale. Un doute subsistait sur la réalisation de plantations en vue d'un reboisement. Il avait été constaté toutefois que ces parcelles faisaient l'objet d'une végétalisation naturelle, en particulier des épineux commencent à pousser de manière éparse.

Dans le dossier transmis le 20 juin 2025, le liquidateur judiciaire a justifié la plantation d'arbres en vue d'un reboisement en transmettant la facture de reboisement du 18 décembre 2012.

La visite d'inspection du 15 janvier 2026 a permis de constater la remise en état des parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40 et ZN44.

En conséquence, le présent constat vaut Procès-Verbal de Récolement au titre de l'article R. 512-39-3 du Code de l'environnement pour les parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40 et ZN44 de la commune de Nod-sur-Seine. Ce procès-verbal ne vaut pas quitus. La cessation d'activité des ICPE des parcelles visées est réputée achevée et les terrains d'emprise considérés comme régulièrement réhabilités au titre du code de l'environnement. Ces terrains ont été remis en état pour un usage qui peut être assimilé à un usage de renaturation (espace boisé) au regard des typologies d'usage définies à l'article D. 556-1 du code de l'environnement. Les terrains d'emprise visés dans le présent constat relèvent désormais des articles L. 556-1 et R. 556-1 du code de l'environnement. Ainsi, pour tout changement d'usage des terrains, le maître d'ouvrage devra faire établir une étude de sol et une attestation dite ATTES-ALUR pour vérifier la compatibilité des milieux avec l'usage projeté (cf. articles L. 556-1 et R. 556-1 à R. 556-3 du code de l'environnement). Ces documents devront être joints au permis de construire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 5 : Remise en état – parcelles ZN41, ZN42, ZN43 et ZN45**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures

prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. - Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Ces dispositions sont complétées par l'arrêté préfectoral du 27/06/1997 article 25.2 qui prévoit que la remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés

- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régalez sur le remblai aux fins d'un reboisement. Les plantations sont effectuées en liaison avec les services de la DDAF.

[...]

En fin d'exploitation, l'ensemble de l'emprise est nettoyé, les infrastructures sont supprimées.

### **Constats :**

Il avait été constaté en visite d'inspection 2023 que les terrains d'implantation de la carrière étaient remblayés jusqu'au terrain naturel et qu'il n'existait plus de fosse d'extraction. Le parc à blocs (pour partie des parcelles ZN42, ZN43 et ZN45) abritait cependant encore des stockages de blocs de pierres et de fines calcaires, n'avait pas été recouvert de terre végétale et n'avait pas fait l'objet de plantations en vue d'un reboisement.

### **Parc à blocs**

Lors de la visite d'inspection du 15 janvier 2026, il a été constaté que le parc à blocs était toujours présent. Il est situé sur les parcelles ZN42p, ZN43p et ZN45p.

Concernant cette zone, le liquidateur judiciaire a proposé des modifications des conditions de remise en état par porter à connaissance (PAC) transmis le 20 juin 2025. Ces propositions sont les suivantes (cf plan PAC 2025) :

- Les blocs de calcaires seront disposés en limites Sud et Ouest du site d'étude.

- Les blocs mis en place au niveau de l'accès formeront un mur de blocs empilés afin de renforcer la limitation d'accès au niveau de l'entrée à l'Ouest du site ;
- Les autres blocs, plus ou moins altérés, seront cassés grossièrement pour poursuivre le merlon au Sud afin de permettre de délimiter et réduire l'accessibilité au site depuis le Sud ;
- le merlon de fines calcaires au Nord au niveau du parc à blocs sera régalié et nivelé afin de créer un site globalement plat, cohérent avec la topographie initiale du site.

L'usage futur envisagé est un usage de type renaturation.

La visite d'inspection du 15 janvier 2026 a permis de constater que ces propositions nécessitent d'être complétées (cf ci-dessous).

### **Ancien local d'accueil**

Concernant la parcelle ZN41, l'ancien local d'accueil situé parcelle ZN41 n'a pas été supprimé.

Les propositions formulées dans le porter à connaissance nécessitent d'être complétée par les points suivants :

- Des blocs cassés grossièrement seront également disposés le long du chemin rural à l'Ouest en remplacement de la clôture dégradée, afin de permettre de délimiter et réduire l'accessibilité au site depuis le chemin rural. Ces limitations d'accès se feront dans le respect des règles d'urbanisme et des limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1997 (qui correspondent aux limites de propriété sur le plan du PAC 2025).
- L'ancien local d'accueil est supprimé (parcelle ZN41); les déchets liés à cette suppression sont gérés conformément à la réglementation (valorisation ou élimination dans les filières appropriées).
- L'empilement de blocs sera à éviter pour prévenir les risques de chute

Les conditions de remise en état révisées sont proposées au préfet dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint.

Indépendamment de la procédure de cessation d'activité, il est à noter l'existence d'un projet de centrale photovoltaïque sur cette zone.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé au représentant de l'exploitant de procéder à la finalisation de la remise en état dans le respect de l'arrêté préfectoral, une fois celui-ci signé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Objectifs de remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater les usages alentours suivants ; carrières SOGEPierre, ROCAMAT, SOCARNOD ; bois et champs ; le village de Nod-sur-Seine est situé à moins d'1 km.</p> <p>L'ICPE est en phase d'être régulièrement réhabilitée malgré la situation de liquidation judiciaire. Le site va être placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux tiers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Police résiduelle et modification ultérieure de l'usage**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-39-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que les parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN40 et ZN44 de la commune de Nod-sur-Seine ont été remises en état pour un usage qui peut être assimilé à un usage de renaturation (espace boisé) au regard des typologies d'usage définies à l'article D. 556-1 du code de l'environnement. Au regard du passif industriel du site, classé ICPE, tout futur changement d'usage nécessitera au préalable l'établissement d'un diagnostic de sol et d'une ATTES-ALUR justifiant de la compatibilité de l'état des milieux avec les nouveaux usages projetés (L. 556-1 et R. 556-1 et suivants du code de l'environnement).</p> <p>Les parcelles ZN41, ZN42, ZN43 et ZN45 sont en cours de remise en état en application de la</p>

réglementation ICPE, pour un usage de type renaturation. Un changement d'usage ne pourra intervenir sur ces parcelles qu'une fois le PV de récolement de la remise en état établi. Au regard du passif industriel du site, classé ICPE, tout futur changement d'usage nécessitera au préalable l'établissement d'un diagnostic de sol et d'une ATTES-ALUR justifiant de la compatibilité de l'état des milieux avec les nouveaux usages projetés (L. 556-1 et R. 556-1 et suivants du code de l'environnement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Conservation de la mémoire**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 22/08/2021, article L. 125-6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation

**Prescription contrôlée :**

I. - L'Etat élabore, au regard des informations dont il dispose, des secteurs d'information sur les sols qui comprennent les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage au sens de l'article L. 556-1 A, la réalisation d'études de sols et de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publiques et l'environnement.

IV. - L'Etat publie, au regard des informations dont il dispose, une carte des anciens sites industriels et activités de services. Le certificat d'urbanisme prévu à l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme indique si le terrain est situé sur un site répertorié sur cette carte ou sur un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur du certificat d'urbanisme a connaissance.

**Constats :**

Un enregistrement CASIAS a été réalisé : [https://fiches-  
risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP446983](https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP446983)

Une fiche BASOL a également été créée : [https://fiches-  
risques.brgm.fr/georisques/infosols/instruction/SSP44698301](https://fiches-<br/>risques.brgm.fr/georisques/infosols/instruction/SSP44698301)

**Type de suites proposées :** Sans suite